

# VOIX CRITIQUES : LES EXEMPLES DE GLASGOW, LILLE, MARSEILLE ET MONS

Hélène Hiessler  
Chargée de projets de  
Culture & Démocratie

Les villes qui ont été labellisées « Capitales européennes de la Culture » (CEC) ont toutes connu un changement plus ou moins profond. Mais les objectifs affichés des autorités communales et des organisateurs de ces manifestations ne rejoignent pas toujours, dans la pratique, les aspirations des habitants. Et si certaines critiques sont propres au territoire qui les a vues émerger, d'autres se retrouvent dans plusieurs villes. Impossible en quelques pages de couvrir l'ensemble des anciennes CEC, aussi nous nous pencherons ici sur quatre exemples – Glasgow 1990, Marseille-Provence 2013 (MP2013), Lille 2004 et Mons 2015 – qui nous semblent intéressants parce qu'ils ont donné lieu à des critiques semblables.

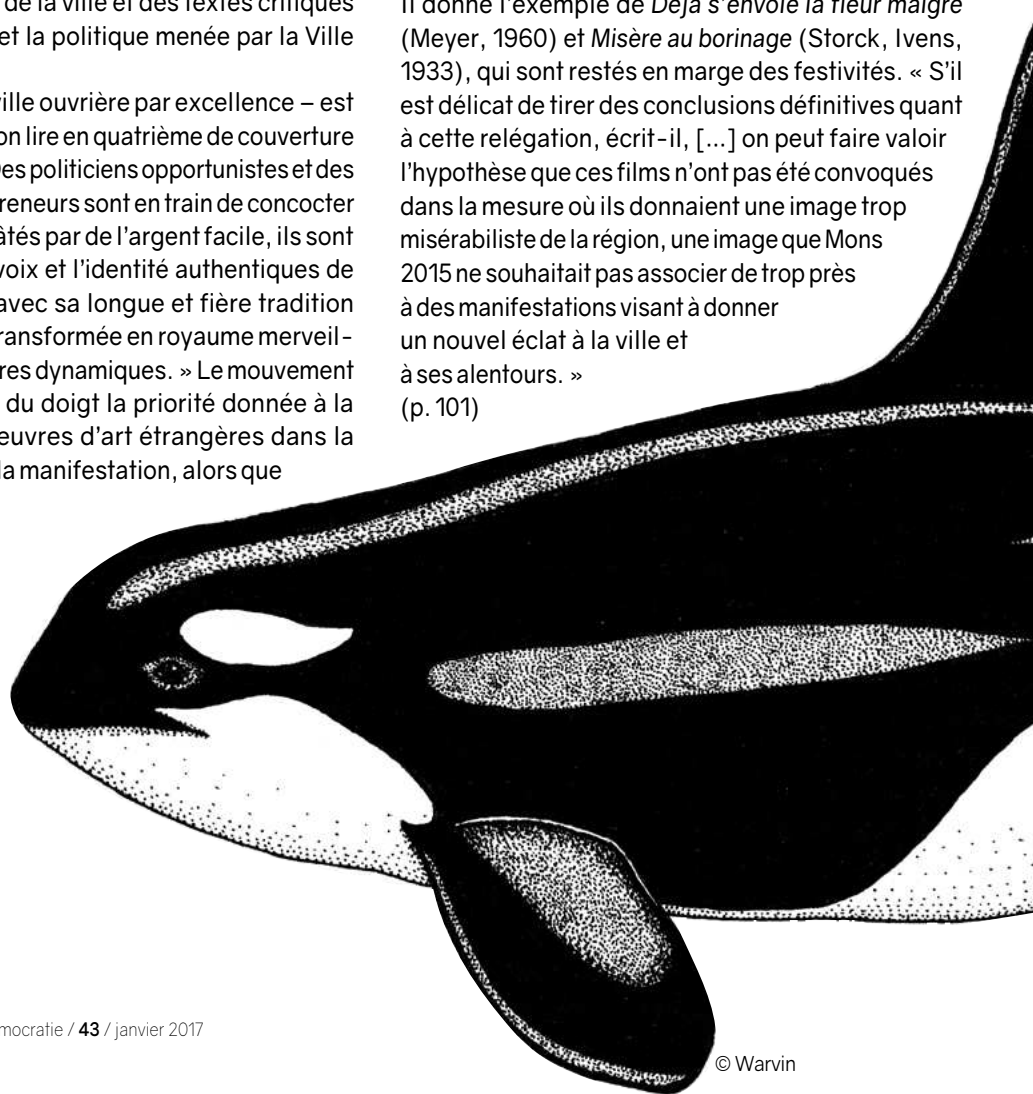
## Occultation ou déformation du passé

L'accusation de négation d'un passé ouvrier a émergé de manière assez forte au moment où Glasgow se préparait à devenir, en 1990, l'une des premières CEC. Un mouvement d'auteurs et d'artistes locaux s'est alors constitué pour revendiquer une identité autre, plus authentique, plus proche de ce qu'il estimait être la réalité de la ville : *Workers City*. Ce mouvement a organisé plusieurs actions et a notamment publié deux anthologies : *Workers City* et *The Reckoning* (1990), qui rassemblent des œuvres de fiction témoignant du passé industriel de la ville et des textes critiques sur Glasgow 1990 et la politique menée par la Ville dans ce cadre<sup>1</sup>.

« Glasgow – la ville ouvrière par excellence – est menacée »<sup>2</sup>, peut-on lire en quatrième de couverture de *Workers City*. « Des politiciens opportunistes et des publicitaires entrepreneurs sont en train de concocter un mensonge. Appâtés par de l'argent facile, ils sont prêts à détruire la voix et l'identité authentiques de la ville. Glasgow, avec sa longue et fière tradition socialiste, va être transformée en royaume merveilleux des jeunes cadres dynamiques. » Le mouvement pointe notamment du doigt la priorité donnée à la mise en valeur d'œuvres d'art étrangères dans la programmation de la manifestation, alors que « sont effacés

les industries de Glasgow et les luttes ouvrières » (*The Reckoning*, p. 67).

Proposant une approche cartographique des principales initiatives de Mons 2015 dans le domaine cinématographique<sup>3</sup>, Sébastien Févry fait apparaître que la mémoire des luttes ouvrières ou de l'immigration italienne a été mise à l'écart de la programmation déployée autour de la projection du film de Vincente Minnelli *La vie passionnée de Vincent Van Gogh* revenant sur le séjour du peintre dans le Borinage, ou de l'exposition *Hollywood au pied du terril*. Il donne l'exemple de *Déjà s'envole la fleur maigre* (Meyer, 1960) et *Misère au borinage* (Storck, Ivens, 1933), qui sont restés en marge des festivités. « S'il est délicat de tirer des conclusions définitives quant à cette relégation, écrit-il, [...] on peut faire valoir l'hypothèse que ces films n'ont pas été convoqués dans la mesure où ils donnaient une image trop misérabiliste de la région, une image que Mons 2015 ne souhaitait pas associer de trop près à des manifestations visant à donner un nouvel éclat à la ville et à ses alentours. » (p. 101)



Ce sentiment de se voir imposer une image qui déforme l'histoire de la ville est aussi partagé par le collectif d'auteurs de *La fête est finie*, un ouvrage publié dans le sillage de Lille 2004. À propos des cheminées d'usine, ils dénoncent la mutation des « symboles de l'exploitation [...] en temples de la culture. Et [de] l'ouvrier en artiste. » Il s'agit, affirment-ils, « d'élaborer un concept de culture [...] qui prime les différences identitaires (religion, origine, genre, âge, etc.) sans prendre en considération les relations sociales de domination et d'exploitation qui traversent ses individus » (p. 25).

### Manque de consultation au niveau local

Dans les quatre expériences qui nous servent d'exemple, on retrouve le reproche du manque d'implication des acteurs culturels et artistes locaux, mais également d'une programmation « top-down » sans véritable étude des besoins préalable, et souvent éloignée des attentes de la population.

À Glasgow, le mouvement Workers City s'est notamment attaché à dénoncer l'écartement d'Elsbeth King, fille d'ouvriers glaswégiens, spécialiste de l'histoire sociale de la région et curatrice du People's Palace pour des postes stratégiques du domaine muséal finalement confiés à des personnalités non écossaises mais surtout, moins au fait des réalités locales. Dans *The Reckoning*, le poète et essayiste Norman Bissell rappelle par ailleurs que : « Des activités culturelles de toutes sortes se développaient depuis de nombreuses années dans et autour de Glasgow, la plupart à l'initiative de héros et héroïnes hors des feux des projecteurs, peu reconnus, encore moins soutenus financièrement. » Il cite l'exemple des événements littéraires « Writing Together » qui « en dépit des milliers de livres dépensés pour faire venir à Glasgow de nombreux auteurs excellents du monde entier, sont restés pour la plupart du côté de l'establishment littéraire, sans guère de lien avec les nouvelles forces vitales que sont les écrivains de la ville et des alentours »<sup>4</sup>.

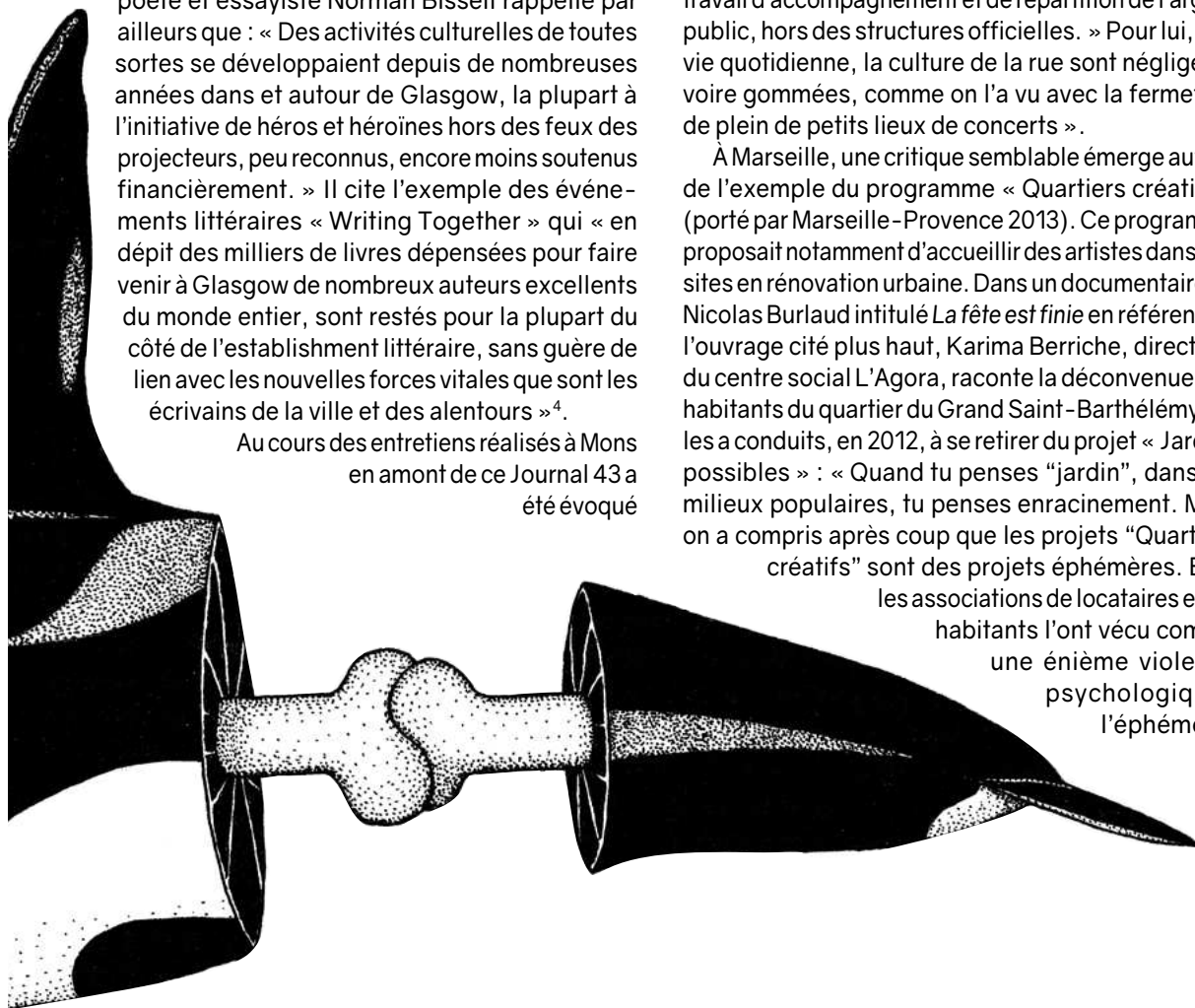
Au cours des entretiens réalisés à Mons en amont de ce Journal 43 a été évoqué

le sentiment de dépossession des acteurs culturels montois écartés du processus : la disparité entre les enjeux et objectifs de ces derniers et ceux de Mons 2015 a été soulignée, ainsi que le manque de réflexion sur l'impact sociétal ou encore l'amertume laissée par la bourse à projets Mons 2015 (qui n'a retenu que 22 projets sur 527). Certaines personnes interrogées ont estimé que la communication était davantage tournée vers l'extérieur et pas assez vers le local, avec un déficit de communication sur les événements plus modestes.

“ Un projet décontextualisé, un projet qui ne rapporte rien au sens noble du terme aux habitants du quartier, on ne peut pas y adhérer. ”

À Lille, un article du trimestriel *La Brique*<sup>5</sup> dénonce notamment la concentration de l'offre culturelle dans les lieux institutionnels. Cité par son auteure, Jean-Jacques Tachdjian regrette le manque d'alternatives culturelles aux projets officiels avalisés par lille3000, une structure constituée dans le sillage de la manifestation culturelle pour en « poursuivre l'aventure » : « Ce qu'il faudrait c'est qu'il y ait de la pluralité, pas de la récupération labellisée mais un vrai travail d'accompagnement et de répartition de l'argent public, hors des structures officielles. » Pour lui, « la vie quotidienne, la culture de la rue sont négligées, voire gommées, comme on l'a vu avec la fermeture de plein de petits lieux de concerts ».

À Marseille, une critique semblable émerge autour de l'exemple du programme « Quartiers créatifs » (porté par Marseille-Provence 2013). Ce programme proposait notamment d'accueillir des artistes dans des sites en rénovation urbaine. Dans un documentaire de Nicolas Burlaud intitulé *La fête est finie* en référence à l'ouvrage cité plus haut, Karima Berriche, directrice du centre social L'Agora, raconte la déconvenue des habitants du quartier du Grand Saint-Barthélémy qui les a conduits, en 2012, à se retirer du projet « Jardins possibles » : « Quand tu penses “jardin”, dans les milieux populaires, tu penses enracinement. Mais on a compris après coup que les projets “Quartiers créatifs” sont des projets éphémères. Et là les associations de locataires et les habitants l'ont vécu comme une énième violence psychologique : l'éphémère,



quand on est dans la précarité, ce n'est pas ça qu'on veut [...] Un projet décontextualisé, un projet qui ne rapporte rien au sens noble du terme aux habitants du quartier, on ne peut pas y adhérer. » Beaucoup, pas seulement parmi les détracteurs de MP2013, ont d'ailleurs reconnu que les quartiers populaires du nord de la ville ont été globalement oubliés des « festivités ».

### Siphonage des fonds communaux/régionaux

C'est un reproche souvent entendu dans le cas de Mons 2015 : outre les nombreux chantiers financés dans ce cadre par la Région Wallonne, le financement de l'imposant budget de la Fondation Mons 2015 (70 millions d'euros) se serait fait au détriment d'autres acteurs culturels de la région. Dans une analyse de 2014<sup>6</sup>, D. Masset et M. Letouche rappellent que malgré des mesures d'austérité qui ont impacté l'ensemble des budgets alloués à la culture, la Fondation a vu les siens augmenter chaque année, tel que le prévoyait sa convention en 2006. Pourtant, expliquent les auteures, presque aucune autre institution culturelle n'a pu bénéficier de l'indexation du budget elle aussi prévue par convention, et ce malgré l'augmentation des charges. « D'autre part, des coupes importantes ont dû être réalisées dans les budgets d'infrastructures, d'équipements, de projets, d'aide à la création, etc. [...] Dans [les rangs artistiques et culturels], le verdict est clair : "Mons 2015 étouffe la culture en Fédération Wallonie-Bruxelles." »

Semblable son de cloche à Glasgow, où James Kelman écrit dans *The Reckoning* que « hormis le service du logement, tous les services municipaux de Glasgow, pressés comme des citrons, ont dû céder pas moins de 10% de leur budget d'administration générale pour financer la "Célébration culturelle" »<sup>7</sup>. Il reproche aussi à la ville l'instauration d'un accès payant à deux expositions emblématiques du patrimoine glaswégien, en contradiction avec le principe à l'œuvre dans de nombreuses villes britanniques de gratuité des musées municipaux. Une autre manière, selon lui, de faire payer doublement les habitants de la ville.

Ces exemples sont à rapprocher d'une volonté politique de se servir de la culture – et plus spécifiquement du label CEC –, comme d'un prétexte à un développement urbain et économique parfois sans rapport évident avec les objectifs « culturels » déclarés.

### Objectifs économiques avant tout

Il n'est pas fait mystère, dans la présentation des visées du label CEC, qu'une telle manifestation est une « excellente occasion » pour régénérer les villes, renforcer leur rayonnement international, améliorer leur image aux yeux de leurs propres habitants, donner un nouveau souffle à leur culture et stimuler le tourisme<sup>8</sup>.

De fait, il apparaît que ce « bonus » fait souvent office d'objectif principal, reléguant les visées culturelles au second plan. Pour l'écrivain glaswégien Farquhar McLay, « la grande "Année de la culture" »

de Glasgow [avait] davantage à voir avec les jeux de pouvoir politiques et les promoteurs millionnaires qu'avec la culture et l'art »<sup>9</sup>. Sur ce point, il faut souligner que dans le cas de Glasgow comme dans celui de Lille ou de Marseille, ces grands projets de développements existaient avant la sélection de ces villes comme futures CEC. Mais il est évident que le label CEC a fourni, dans chaque cas, un prétexte idéal, et en apparence difficilement contestable (« Le mot "culture" est investi d'un aura religieuse, ironise l'essayiste Alèssi dell'Umbria dans le film *La fête est finie*. Seuls des fascistes s'en prendraient à la culture. »), à de vastes investissements dont les retombées ne visaient que de manière très éloignée – quand elles le visaient – le domaine culturel. Et cette « synthèse de la culture et des affaires » fait polémique.

Dans le cas de Glasgow le plan de régénération urbaine s'est accompagné d'une vaste opération de privatisation des biens municipaux : au centre-ville, de nombreuses propriétés foncières de la ville ont été vendues ou cédées en location à long terme à des investisseurs privés.

À Marseille, Alèssi dell'Umbria estime que pour séduire les investisseurs privés, on a transformé la ville en marchandise grâce au vernis de la culture. Le film de Nicolas Burlaud s'attarde notamment sur les mesures policières déployées pour « pacifier la ville » et donne l'exemple du déplacement du quai d'embarquement vers le Maghreb à l'écart du MuCEM et des tout nouveaux centres commerciaux.

Pour les auteurs du livre *La fête est finie*, Lille 2004 serait une « marque déposée » celle d'une ville modèle, « policièrement ordonnée quoique disposée au dialogue, une cité culturellement riche et économiquement prometteuse » (p. 21). Ils estiment pourtant que « la marque Lille n'appartient définitivement pas à ses habitants [...] c'est la ville qui appartient au capital, un projet public géré comme une entreprise, en faveur de capitaux privés ».

### Homogénéisation européenne

La volonté d'encourager les habitants des États membres à se sentir citoyens européens d'un espace culturel commun sous-entend qu'une certaine culture commune existe, et les projets qui s'inscrivent dans le programme des CEC entendent la faire mettre à l'honneur. C'est ce qui a poussé les organisateurs de Mons 2015 à choisir Van Gogh et Verlaine comme « artistes vedettes » de la ville alors qu'ils n'y ont été que de passage. Mais cette « culture européenne commune » n'est-elle pas un fantasme « venu d'en haut » ? C'est ce que pensent nombre de « voix critiques » que nous avons citées dans cet article et qui voient dans le projet que dessine cet idéal le danger d'étouffement, voire d'effacement de ce que les habitants des villes labellisées CEC considèrent comme « leur culture véritable », ancrée dans un territoire plus local.

Cette dimension traverse l'ensemble des critiques que nous avons abordées ici et elle est au cœur de la volonté de « changement d'image » évoquée plus haut. Dans son documentaire, Nicolas Burlaud filme



un des « Ateliers de découverte urbaine » organisés par la Compagnie des rêves urbains à la demande de l'Établissement Public d'aménagement EuroMéditerranée (une structure qui rassemble les partenaires de l'opération du même nom). L'animatrice emmène les participants au pied des chantiers et explique sans détour, en désignant les tout nouveaux bâtiments : « Pour rassurer les investisseurs privés, il faut offrir une image de la ville "pacifiée" qui corresponde aux critères des villes européennes. C'est vraiment le type d'architecture qu'on voit partout maintenant dans les grandes villes européennes. »

Cette « homogénéisation » ne se joue pas seulement sur le plan architectural. Pour les auteurs du livre *La fête est finie*, dans sa dimension économique, ce projet dépasse les limites de l'espace européen. Ils parlent de « mise aux normes [des] villes telles qu'elles en viennent à former un unique continuum métropolitain [...] une ville-jardin mondiale où la marchandise serait en toute chose une seconde nature ». Ils voient dans le label CEC le « cheval de Troie de la normalisation impériale » (p. 7).

On pourra reprocher à ces critiques de faire l'amalgame entre les programmes de restructuration urbaine visant à attirer touristes et investisseurs et les événements marqués du label CEC. Mais il sera difficile de nier que cette confusion est encouragée tant par les initiateurs de ces grands programmes que par la présentation officielle de ce label.

À la question de ce que laissent en héritage les CEC, on pourrait répondre entre autres : une masse

considérable d'informations utiles pour penser les éditions à venir de manière à ce qu'une majorité des habitants de ces villes (et pas seulement leurs dirigeants, leurs commerçants, leurs touristes) s'y reconnaissent et y voient un changement positif durable. Pourrait-on imaginer que ces critiques alimentent une vaste plateforme d'évaluation qui mesurerait le succès des CEC non plus seulement en termes de croissance et de retombées économiques mais aussi en termes de fonctionnement démocratique et d'effectivité des droits culturels ? On peut en tout cas commencer par les entendre et ne pas discréditer ceux qui les énoncent en les catégorisant, par exemple, « d'esprits chagrins »<sup>10</sup>. ■

1. *Workers City*, Farquhar McLay (éd.), Clydeside Presse, Glasgow, 1988 ; *The Reckoning*, Farquhar McLay (éd.), Clydeside Presse, Glasgow, 1990.
2. Traduction libre.
3. Sébastien Févry, « Vers une approche relationnelle de la culture européenne : le cas de Mons 2015 et des capitales européennes de la culture », in *Lingue Culture Mediazioni - Languages Cultures Mediation*, Vol. 2 n°2, 2015.
4. Norman Bissell, « Glasgow's Miles... Out », *The Reckoning*, op. cit., p. 69.
5. Wendy Renarde, « Lille3000 : Les masques et la thune », in *La Brique* n°38, Lille, 2014.
6. Delphine Masset et Manon Letouche, « Mons 2015, une culture locale et participative ? », ARC asbl, 2014.
7. James Kelman, « Storm in the Palace », *The Reckoning*, op. cit., p. 53.
8. [https://ec.europa.eu/programmes/creative-europe/actions/capitals-culture\\_fr](https://ec.europa.eu/programmes/creative-europe/actions/capitals-culture_fr)
9. Farquhar McLay, « GLASGOW 1990. The Shameless Endorsement of Greed », *The Reckoning*, op. cit., p. 87.
10. C'est ainsi qu'ils sont qualifiés dans le *Focus Culture 2015 Faits et tendance*, p. 86.

© Warvin



SPORT IN INDIA - APPLE HUNTING AT MUSTUNG, BOLAN PASS